ENGLISH PAGES: 7,11

Kreyòl: Paj 6

Lè manke gid, pèp la gaye! OBSERVATEUR

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc. www.haiti-observateur.ca Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, NY 11435-6235 Tél. (718) 812-2820 haiti_observateur@yahoo.com New York: \$1,00 Partout ailleurs: 1,50 \$ Haïti: 20 gourdes Tél. (718) 812-2820

VOL. LI, No. 45 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

24 Novembre - 1er décembre 2021

CRISE DIPLOMATIQUE HAÏTI-RÉPUBLIQUE DOMINICAINE Abinader met en doute les compétences de Claude Joseph

Une « personne » envoyée pour maintenir le dialogue... Une députée dit au chancelier haïtien : « Taisez-vous »...

Par Léo Joseph

La tension diplomatique de faible intensité, entre Haïti et la République dominicaine, qui a com-

mencé voilà déjà un mois, a monté d'un cran, cette semaine, à la faveur d'une double sortie contre le ministre des Affaires étrangères d'Haïti. Lors d'une intervention publique, le président dominicain a mis en doute « les compétences » de celui-là, tandis qu'une parlementaire l'invite à se « taire ». Dans la foulée, un organe de presse, voulant sans doute démontrer son inexpérience de Claude Joseph à jouer le rôle qui lui est attribué dans le gouvernement haïtien, publie son itinéraire académique et professionnel.

l'arbre de Noël, le président Luis Abinader a répondu aux questions des journalistes sur la crise dominicano-haïtienne. Il a profité de l'occasion pour aborder les deux sujets qui font la une dans la

LA DISTRIBUTION D'ESSENCE, TOUJOURS EN COMPTE-GOUTTES

Les consommateurs peinent à s'approvisionner

La carence de ces produits est-elle artificielle ?

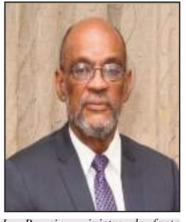


À une station d'essence, à Port-au-Prince, un camion citerne arrive, les motos envaissent l'espace.

Par Léo Joseph

Les dirigeants haïtiens, opérant dans l'opacité totale, personne ne peut dire exactement quelle est la réalité par rapport à la distribution des produits pétroliers. Alors que Jimmy Chérizier (Barbecue), le vrai décideur en Haïti, a « autorisé » l'approvisionnement des camions citernes pour que les pompes puissent reçoivoir le précieux liquide, nombreuses sont celles qui se plaignent d'être encore à sec. D'aucuns pensent que le marché noir persiste, en

Suite en page 2



Le Premier ministre de facto Ariel Henry, incapable de contrôler son ministre des Affaires étrangères.

À l'occasion d'une visite des installations du Corps de sécurité présidentiel, où il a assisté à la cérémonie de remise des comptes, à l'inauguration de sa rénovation et à l'illumination de



Claude Joseph, le pondeur de scandales.

presse haïtienne et dans les ré-

Le premier mandataire dominicain met en question la compétence de Claude Joseph à

Suite en page 2

LA CRISE DIPLOMATIQUE HAÎTI-RD PREND UNE ALLURE PERMANENTE

Abinader: Pas d'interlocuteur en face La Chancellerie haïtienne, la pierre d'achoppement...

Par Léo Joseph

La question a été lancée, dans la précédente édition : Quelle mission a été confiée à l'ambassadeur Daniel Supplice, en tant qu'envoyé spécial du Premier ministre de facto, auprès du président dominicain, à Santo Domingo? Rien ne porte à croire qu'il soit retourné à Port-au-Prince avec de bonnes nouvelles. Car, d'un côté comme de l'autre, la



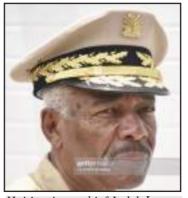
Ambassadeur Daniel Supplice

belligérance diplomatique, sinon le cafouillage, ou encore, voire le marronnage habile, persiste.

En effet, côté haïtien. Retourné à la capitale haïtienne, dimanche (14 novembre), M. Supplice a attendu jusqu'à mardi (le temps de concocter le projet de rapport) pour annoncer au pays la résolution de la crise qui concernait les étudiants haïtiens, en République dominicaine. Le président Abinader, dit-il, se propose de créer une Suite en page 13

HAPPENINGS!

FROM HERE AND THERE Haiti reappears in the international headlines negatively of course!



Haitian Army chief Jodel Lesage

Two have been released of the 17 missionaries, 16 Americans and one Canadian kidnapped last



Major Eddy Marcelin

October 16 by the "400 Mawozo" gang that operates in the Continued on page 7 VOL. LI, No. 45 New York: Tel: (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

24 Novembre - 1er décembre 2021

CRISE DIPLOMATIQUE HAÏTI-RÉPUBLIQUE DOMINICAINE Abinader met en doute les compétences de Claude Joseph

Une « personne » envoyée pour maintenir le dialogue... Une députée dit au chancelier haïtien : « Taisez-vous »...

Suite en page 2

à occuper une fonction aussi importante que le chancelier d'-Haïti. Faisant allusion à une lettre de ce dernier, adressée au Premier ministre de facto Ariel Henry, dans laquelle il demande que soient repris les travaux de «construction du barrage de la rivière Massacre », M. Abinader déclare, cité dans l'édition du 23 novembre du quotidien dominicain Hoy: « Je ne sais pas quelle relation le ministre haïtien des Affaires étrangères a avec l'eau. Je ne sais pas si c'est nouveau ou s'il a une quelconque communication ».

Le chef d'État dominicain réagit à la lettre adressée au Premier ministre de facto Ariel Henry lui demandant la relance des travaux de construction du barrage, qui ont été interrompus.

Dans cette missive, daté du vendredi 19 novembre, Joseph rappelle à son patron que l'ouvrage a été entamé par le président de facto défunt afin de permettre l'irrigation d'une importante quantité de terre au profit des cultivateurs haïtiens. Aussi, dit-il, dans le document : « Il est donc dans l'intérêt de la Nation haïtienne, plus spécifiquement de la population de la zone, que le projet continue son cours et soit finalisé. En aucun cas, l'État haïtien n'a pas à suspendre ou arrêter un projet qu'il entreprend sur son territoire sous injonction d'un Gouvernement étranger ».

Abordant la question des migrants illégaux et la prise en charge des femmes haïtiennes enceintes, dans les hôpitaux de son pays, il dit ne faire qu'appliquer les lois en vigueur dans son pays. Il a précisé que les cas de personnes transportées en urgence aux hôpitaux dominicains ne sont pas repoussés. « Nous nous en occupons », dit-il.

Concernant l'expulsion des migrants illégaux et la prise en charge des femmes haïtiennes enceintes, il a affirmé que la République dominicaine ne fait rien d'autre que se conformer à la loi sur les migrations et de respecter les droits de l'homme. Il assure que les cas d'urgence, qui sont acheminés aux hôpitaux, « Nous nous en occupons ».

Luis Abinader a souligné que le système sanitaire de son pays ne peut pas s'occuper des citoyens de deux pays, précisant que les « contribuables sont Dominicains ».

Pour finir, il a lâché ces paroles: « Nous continuons avec tout ce que nous avons dit sur la situation en Haïti. Ce que nous



Le président domnicain Luis Abinader

espérons, c'est que la situation sécuritaire dans le pays voisin s'améliore. Nous avons déjà pris les mesures nécessaires et la frontière continuera d'être sécurisée ».

Une députée monte au créneau contre Claude Joseph

Si tous les politiciens dominicains se gardent encore d'intervenir en grand nombre, sur l'affaire du tweet de Claude Joseph et celles des étudiants haïtiens fréquentant les universités de ce pays, en sus du dossier de déportation des femmes enceintes haïtiennes, une députée est montée au créneau contre la controverse déclenchée par la demande de reprise de la construction du barrage de la rivière Massacre relancée par le ministre des Affaires



Ambassadeur Daniel Supplice étrangères d'Haïti.

Dans son édition du 23 novembre, le journal dominicain El Pais fait parler une députée dominicaine prenant à parti M. Joseph, l'accusant d'afficher une posture conflictuelle. Aussi lui at-elle recommandé de se « taire ».

Sonia Agüero, qui représente la zone frontalière, s'est insurgée contre le chancelier haïtien, Claude Joseph, lui conseillant d'éviter d'intervenir sur cette question.

Dans l'article, écrit par Llennis Jiménez, les responsables haïtiens sont accusés d'insister pour que soit effectué le barrage de la rivière Massacre, qui a pris naissance dans les montages de la République dominicaine.

Mme Agüero, élue députée de Dajabón, sous la bannière du Parti de la libération dominicaine (PLD), a recommandé à Claude Joseph « de se consacrer à la résolution des problèmes de son pays et d'éviter de chercher des querelles avec le peuple dominicain, qui a tant aidé Haïti ». Aussi, s'est-elle écrié : « Le ministre haïtien des Affaires étrangères devrait fermer sa gueule, car la rivière Massacre prend sa

source en République dominicaine, dans la Loma de Manuel Bueno ».

El Pais souligne que depuis plus d'une décade, un groupe d'hommes d'affaires haïtiens tente de détourner le cours de la rivière Massacre avec la construction d'un barrage, dans le but d'irriguer des zones agricoles. Une dispute, selon le même journal, qui empêche la mise en œuvre d'un accord en douze points visant à développer la zone frontalière dominicanodominicaine, dans le cadre d'un pacte binational.

Claude Joseph, que El Pais affirme, citant encore la députée, « être d'origine étrangère », a relancé le débat sur le contrôle des eaux de la rivière Massacre, précisant que « ce fleuve, dont Haïti ne possède que 10 % du débit, en majeure partie roule en territoire dominicain ».



Députée Sonia Aguëro

Dans sa lettre, fait ressortir *El* Pais, « Joseph a exhorté son Premier ministre Ariel Henry à reprendre la construction du barrage sur la rivière Massacre, dans la ville de Ouanaminthe, estimant que les protestations de la République dominicaine n'ont aucun fondement ».

Claude Joseph, dont la piètre performance, à la Chancellerie haïtienne, fait sourciller plus d'un, quand cela n'attire sur lui de sérieuses critiques, s'est lancé

dans une « fuite en avant », sous forme de conflits avec l'État dominicain, espérant que certaines voix se lèvent en sa faveur, pour plaider sa cause, car entendant déjà sonner le glas pour sa carriè-

En effet, d'ores et déjà, ses détracteurs font circuler, sur les réseaux sociaux, des configurations de cabinets ministériels dont il est exclu. Au fait, le dernier en date présente l'envoyé spécial du Premier ministre de facto, auprès du président dominicain, l'ambassadeur Daniel Supplice, comme étant son successeur éventuel.

Il y a lieu de signaler que les autorités haïtiennes restent muettes sur les causes de la cessation des travaux du barrage de la rivière Massacre. Tout semble indiquer que Claude Joseph est allé extrêmement vite en besogne en recommandant à son patron la reprise des travaux, sans se donner la peine de remonter à la source de l'arrêt du projet. Si, à l'origine, quand il a été lancé par Jovenel Moïse, la partie dominicaine avait opposé son refus, à l'ouvrage, pourquoi des pourparlers ne s'étaient-ils pas engagés, en vue d'aplanir les difficultés, voire réconcilier les points litigieux ayant occasionné l'arrêt de la construction du barrage.

De toute évidence, la table de négociations semble tout indiquée avant de relancer ce projet, sans courir le risque d'ouvrir la porte à un autre conflit. Le style de Claude Joseph s'affichant en « baroudeur » n'est point de mise, en plein 21e siècle, quand les États, en général, les pays voisins, en particulier, tentent l'impossible pour s'entendre et résoudre les conflits à l'amiable. Faut-il crier : Retournez à l'école, M. Ph. D. ?.

LA DISTRIBUTION D'ESSENCE, TOUJOURS EN COMPTE-GOUTTES

Les consommateurs peinent à s'approvisionner a carence de ces produits est-elle artificielle ?

Suite de la page 1

dépit d'un nouvel avis du ministère du Commerce et de l'industrie l'interdisant.

Bien que « Général Barbecue » n'ait pas lancé un avis décrétant la fin du sursis d'une semaine qu'il avait donné, pour que les différents consommateurs

d'essence (écoles, universités, ambassades, banques, installations étatiques, etc.) puissent faire le plein et que la vie retourne à la normale, la disponibilité chaotique de gazoline donne l'impression que le tout puissant chef de gang a passé un mot d'ordre en catimini mettant fin au sursis qu'il avait accordé au pays, afin

de s'approvisionner librement, sans aucune restriction, comme il avait indiqué, lors de sa conférence de presse. Il avait alors mis fin, temporairement, du reste, à son mot d'ordre d'interdiction d'approvisionnement d'essence, dans le but de forcer le Premier ministre de facto, Ariel Henry, à quitter la primature; et que soit trouvés

les assassins du président de facto Jovenel Moïse.

En effet, on laisse croire, dans les milieux gouvernementaux, ainsi que parmi certains distributeurs de produits pétroliers, que l'essence est disponible. Pourtant l'approvisionnement en carburant reste toujours problématique. Bizarre, la vente de gazoline en détail, dans des bidons jaunes, continue, le marché noir est bel et bien actif. Aussi le prix du gallon a triplé, ou presque, par rapport à celui fixé par l'État. Les stations-service n'étant pas toutes approvisionnées, les marchands ambulants fixent leurs prix par rapport à ceux du marché. Les

LE COIN DE L'HISTOIRE

L'élection de Sténio Vincent

Par Charles Dupuy

Le 17 novembre 1930, le jour des élections présidentielles, l'Assemblée nationale accepta la motion du député du Cap, Juvigny Vaugues, pour que celles-ci soient renvoyées au lendemain, jour commémoratif de la bataille de Vertières. Ce serait donc, diton, dans la nuit du 17 au 18 novembre 1930 que se tramèrent les combines, les jeux de pouvoir et d'influence menés par Charles Zamor, l'organisateur politique et bientôt le chef de cabinet de Vincent, qui conduiront à l'élection de ce dernier.

Journaliste célèbre, grand avocat, homme du monde et fin causeur réputé pour ses brillantes qualités d'esprit, on retiendra que jamais Vincent ne fut membre en règle d'aucun des prestigieux clubs mondains de la capitale. Il préférait même fuir l'univers des salons huppés de l'aristocratie pour se retrouver vraiment chez lui dans les bas-fonds de ville, en compagnie des miséreux, des déclassés de la société. C'est là qu'il prenait grand plaisir à relâcher sa gouaillerie et à faire peuple. Ancien sénateur, ancien ministre et ancien maire de la capitale, c'était un politicien dans l'âme.

Parmi les candidats les plus importants à ces élections, il faut compter Constantin Mayard. Mayard est un modéré, une sommité administrative et le seul à présenter un véritable programme de gouvernement. Contrairement aux autres candidats qui sont portés par la mouvance nationaliste, Mayard propose le libre-échange commercial avec les États-Unis, entend combattre le parasitisme urbain par une réforme du régime fiscal haïtien qu'il qualifie d'« anachronique et infécond ». Fondateur de la Ligue d'Action constitutionnelle et chef de file du « Pro-Treaty Party » (de ceux en faveur de la prolongation de l'Occupation), ses ennemis l'accusent d'être un antipatriote et un annexionniste. Ces considérations finiront par le discrediter, meme aupres des segments de l'électorat les plus sensibles à ses arguments. Soutenu par la revue *Le Temps* de Charles Moravia, Mayard, avec son discours tranché, ralliait le secteur des gens d'affaires et aussi une certaine jeunesse idéaliste.

Un autre candidat important, c'est Seymour Pradel. Pradel, qui avait déjà composé son ministère, était aussi un homme d'honneur et de parole, qui ne pouvait se délier de ses promesses. Quand il osa débouter H. P. Sannon, qui lui réclamait les Relations extérieures pour lui proposer l'ambassade de Paris, Sannon, pour manifester son dépit,

pour Pradel, lequel aura été la victime des combines partisanes de ses adversaires. Pradel repoussera l'offre de Vincent d'entrer dans son gouvernement, préférant se cantonner au Sénat d'où il dirigea l'opposition parlementaire.

Price Mars, qui obtenait onze voix au deuxième tour de scrutin, une de moins que Pradel, causa la surprise en prouvant que, même sans grands moyens financiers et sans véritable appareil partisan,



demanda à ses collègues, Brédy et Piou, d'accorder leurs votes à Vincent. C'était le début des malheurs de Pradel. Vincent promettait aux électeurs ce que Pradel avait déjà concédé à ses amis. On reconnaît généralement que celui-ci a perdu ces élections après le troisième tour de scrutin, quand il refusa, par principe moral, d'acheter les voix des parlementaires affairistes que les organisateurs électoraux de Vincent acquéraient à prix d'aubaine. Pradel, qui fut le secrétaire de Firmin et qui restera son disciple jusqu'au bout, refusait d'accéder à la présidence en achetant des consciences. Vincent fut élu au quatrième tour de scrutin, avec une majorité de 30 voix contre 19

on pouvait mener une campagne habile et efficace. Auteur d'Ainsi parla l'Oncle, Price Mars était un intellectuel influent et respecté. Des noiristes, comme René Piquion, lui proposèrent alors de recourir à l'argument de la couleur, afin d'arracher la présidence dans cette élection où les deux plus importants candidats étaient des Mulâtres. Price Mars et son organisateur électoral, Jean-Baptiste Cinéas, repoussèrent ce concept régressif, cette idée qui tenait de l'idéologie raciste et qu'ils envisageaient comme un peu obscène dans la conjoncture. Price-Mars écarta ces calculs politiciens parce qu'il les jugeait primaires et parce qu'il ne voulait surtout pas diriger les débats vers

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

les préjugés sociaux et la question de la couleur, cet éternel abcès de fixation où ils pourraient s'enliser et susciter un déchaînement de passions incontrôlables. L'heure n'était pas aux divisions ethniques, aux querelles de classes et d'intérêt.

Au sujet de la proposition coloriste de René Piquion, c'est avec amertume que Price Mars dira, plus tard, que, bien ironiquement, il avait été trahi par un député noir comme lui, un homme du Nord comme lui et qui, profitant d'une pause, courut au-devant de ses électeurs pour leur annoncer que Price Mars avait abandonné la lutte et leur recommandait de voter pour Vincent. L'affaire allait revenir dans l'actualité, dans les années 1960, quand les docteurs Price-Mars et René Piquion s'affronteront de nouveau en engageant une orageuse polémique à ce sujet. Polémique qui se termina abruptement quand un officier de l'Armée se rendit un soir au domicile de Price Mars pour vandaliser sa bibliothèque. La fille de Price Mars, Marie-Madeleine, dénonça le comportement de l'officier dans une lettre ouverte qu'elle fit paraître dans Le Nouvelliste du lendemain. L'opinion en fut estomaquée, mais comprit que le pouvoir en place avait choisi d'imposer le silence au vieux sage. Pour en revenir aux élections de 1930, c'est, comme on sait, Sténio Vincent qui en sortit le grand vainqueur. Aussitôt élu, il déclara : « Je poursuivrai la libération de notre territoire et je

promets d'être un défenseur intraitable de l'ensemble des intérêts matériels et moraux de la République ». Peu après, il recevait les honneurs militaires et débutait sa longue et tumultueuse présidence. C.D. (514) 862-7185 coindelhistoire@gmail.co

m





DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (**Suite 103**) Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com





A PAGE OF HISTORY **UNESCO: Revisionist Battle** of Rumba Heirloom in the Congos

By Thierry Antha

France's contribution to the destruction of the mighty Kingdom of Kongo in Central Africa has brought one out of five Congolese slaves to the Americas and the Caribbean, from 1720 to 1760. That is both historical and factu-

Since the publication of the book Crimes of Rumba, the new Congolese intelligentsia and governments have engaged in the battle of Rumba against Cuba at the UNESCO. On October 30, 2021, they began a campaign to reclaim Rumba, the most notorious heirloom of the Congolese diaspora in Cuba, as being exclusive property of national identity of the Congo governments worldwide.

This book, in vogue from 1961 to 1973 in the two Congos, presented what were self-evident facts, according to the author. Government officials, publishers, and artists wanted nothing to do with the cartel's overseas rumba scams and so many counterfeits. Strangely, in 2021, the new Congolese intelligentsia and governments have changed their mind. Both Congo governments are bent on reclaiming any national identity of rumba from Cuba. But they have not yet explained why Fonior/Decca's offshore secretive, retroactive rumba counterfeits and fraud were problematic, debunked from 1960 to 1973, but perfectly acceptable now. To the point that all Greek, Jewish, Congolese publishers, and artists repudiated them with the Anthology of Modern Congolese Music publication in 1974.

For those who may need a refresher, let us take a stroll down memory lane of how both Congos engaged in the fiercest repudiation of the rogue licensee's fraudulent, criminal rumba revisionism and extortion of Congolese artists' humanity, copyrights, and financial rights abroad.

As connoisseurs and historians of Modern Congolese Music's legal history within the Congo may recall the story of the Belgian monopoly's offshore rumba fraud and counterfeits grew more severe in the months that followed Lumumba's assassination and the Congo's political meltdown. At the first Congolese delegate at the United Nations, Thomas Kanza, accused the rogue licensee of gangster capitalism specialized in violating Greek, Jewish, and Congolese artists' humanity, copyrights, and moral rights with malice and wanton disregard for the rights of universal copyright. The Eleventh Session of the experts at UNESCO released a report concluding the urgency to protect that aspect of African folklore. It was a longstanding, sophisticated, and diplomatic cover-up to protect Fonior/Decca overseas from the rebuke of Congolese

se slaves in Cuba coining the extheir esoteric reflection of and Mater, it should remain their exclusive intellectual property, not which they originated. This facwhy it should be the sole national excluding Angola, which, histor-

pression "Rumbo del Congo" as spiritual attachment to the Alma that of the defunct kingdom from tual reality must also question identity of the two Congos, while ically was an integral part of the

Choc Choc Choc 19 MOTO AKOLOBA MPE BATO BAKO SPECULER "SOMO"

artists who asserted that the company had engaged retroactively in extortion of copyrights and financial rights against them abroad.

Five decades after President Mobutu's instant destruction of Macodis in Kinshasa to punish the rogue licensee's offshore rumba counterfeits, wanton malice, and extortions, why would both Congo governments now claim meritless rights for one convicted of crimes based on evidence?

Such unilateral revisionism of UNESCO, the world's legal, scientific, and cultural standard poses more questions than answers, especially in light of the facts, laws, and evidence of the case. Indeed, there's no way to contradict the historical fact that Congolese slaves contributed heirlooms to the world community, leading to the creation of such famous universal music as Jazz, Rumba, Mambo, Chachacha, Merengue, Funk, Reggae, Calypso, and many more. The legal question is whether, five centuries later, the Congo governments should cherry-pick Rumba as being of their national

Moreover, whether Congole-

ancient Kingdom of Kongo. After all, the ancient capital of the defunct kingdom is situated in the new Angola,

The dual evolutionary process of "Rumbo to Rumba" in spirituality creates yet more historical and legal problems. Whether in music or in spirituality, it was initiated and evolved from the public squares of Cuban Solares, from 1720 to 1886. In terms of legality, there's no way for UNESCO to legislate or adjudicate. At that time, the world community's Berne Convention, regulating and protecting intellectual and artistic works of nation members known as copyright did not exist. There can't be any retroactive application.

The fact that the word Rumba in Cuba became the coded Kikongo word for Nkumba (navel), is no different from codes of the Congolese slaves through the generations, such as "Makanda, Wakanda, Kongo, Tango, Konga, Petro, Kumina, Palo. and others in the Caribbean and the Americas. It gets more complicated to wrongly claim that Rumba returned to the Congo in vinyl form in the late 1950s. There is no shred of evidence in music, history, or facts showcasing such

falsehood that any Cuban band has ever recorded Rumba for any American company, from 1919 to 1960. Not unlike Son, a derivative of Rumba's evolutionary process from Jaribilia, Guaguanco, and Colombia.

Therefore, the historical and legal question is whether UNES-CO must ignore Cuba's rights for Rumba copyright and identity dating back to the Chicago World Fair in 1932! Just to please, in 2021, the two Congo governments in their claim of national identity and pride. If so, should the scientific, cultural, and intellectual institution of the United Nations disregard Fidel Castro's 1959 nationalization of Rumba as Cuba's identity for all music of African descent? After all, Cuba had joined the Berne Convention in 1996.

Would this claim also eradicate Dictator Raphael Trujillo's official declaration in 1948 that Merengue is Dominican Republic's national music? For that music originated from the Maringa tribe in the Kingdom of Kongo, including Haiti's Meringue. attributed to the same Congolese slaves. Should such quest and revisionism also include Jazz, Reggae, Mambo, Chachacha, and others in the collective identity of the Congo governments? Just because these updated heirlooms date back to the Kongo slaves, in total disregard to universal copyright laws? Of course, the answer is no.

The legal and historical issue in this battle of Rumba brought up to UNESCO by the two Congo governments for a judgment in their favor violates Cuba's Artistic Protection of its national creative freedom and copyrights. Moreover, it questioned the integrity of the very system of copyright protection appropriate to all nations of the world. It is expressed in the universal convention, without impairing international systems already in force. As such, the world has known Rumba and craving it, from Waldorf-Astoria in New York and Montparnasse, in France, to Spain. as Cuba's property and res judicata dating back to 1936.

In their claims for Rumba as being of their national identity, the Congo governments face more complicated hurdles at UNESCO. It disparages universal copyright laws, norms, facts and statutes in favor of Cuba, going back from 1930 to 1996.

Indeed, dating back to September 1960 to August 1963, UNESCO and the Berne Convention are well aware of the Congo Brazzaville's fierce attacks against Fonior/Decca's offshore fraudulent Congo Latino, Congo Rumba, and Congolese Rumba over legally protected music catalogs in their homeland.

Time does not change facts. UNESCO refused twice to hear and elaborate on the specificity of the Congo war over the defunct Belgian monopoly's self-serving rumba crimes for the American market penetration and economic growth in the 1960s. Instead, the vague, diplomatic resolutions of its Eleventh Session and Brazzaville Protocol have urged the world community to protect African folklore, without naming the culprit, the fake brands, or providing a worldwide mechanism for such law enforcement against the fraudster's Berne backdoor scheme, leaving it to the homeland's legal enforcement.

So, five decades after such diplomatic covert blanket and the lobbying of western delegates with vested economic interests in the licensee's extortion of African artists' copyrights, moral rights, even of humanity, should UNES-CO hear the new Congolese government and intelligentsia's illinformed fealty to "Congolese Rumba" against the facts and all evidence of crimes behind the monopoly's destruction?

The new frivolous claim of the Congo governments about national identity for the debunked Congolese Rumba at UNES-CO violates the fundamental principle of universal copyright laws, which insures respect for the rights of the individual author. And it forbids any copyright to familiar symbols as impairment of international systems already in force in the UCC and the Berne Convention dating back to 1886. Indeed. UNESCO should never relitigate President Mobutu's prosecution. ban, and conviction of the fraudster and the debunked Congolese Rumba in 1973. five decades after the verdict. As much as it cannot negate Cuba's nationalization of Rumba, in 1959, as national heritage for all music of African descent.

Time does not change facts. Nor does ignorance of laws and of historically sanctioned evidence of crimes be construed as legal basis for new meritless

Kreyòl-

GRENN PWONMENNEN Nan youn peyi gangsterize, pa ka gen 18 Novanm!

Pou anpil mounn, yo pa menm konnen kisa ki 18 Novanm nan. Ale wè si chèf yo ap penmèt yo anseye 18 Novanm toujou nan lekòl, jan sa te konn fèt lè nou te ti mounn nan lekòl. Se tris sa, pandan Lafrans resi vin admèt egzistans mo Vètyè a (Vertières) nan diksyonnè yo, gras a Dany Laferrière, vwala ke ann Ayiti y ap pase Vètyè anba pye. N ap mande zansèt yo padon pou yo!

Enben, Vètyè se younn nan pi gwo jou istwa Ayiti, pou n pa di istwa lemonn antye. Paske se jou sa a esklavaj te pran kou ki te touve koukou a. Vètyè se non youn zòn nan nò Ayiti, tou pre Okap Ayisyen, kote zansèt nou yo te bay lame franse Napoléon Bonaparte la dènye gwo kal la pou n te chase Blan Franse nan peyi a kote yo te kenbe pèp nou ann esklavaj pandan 300 lane. Jou sa a, Jeneral Rochambeau, ki te anchaj twoup franse yo, te tèlman sezi, li fè sispann batay la pou l voye prezante konpliman bay Jeneral Kapwa Lamò, bon non 1 se François Capois. Msye te montre li pa t nan jwèt, paske lè youn kout kanno te pase pran chwal li ki tonbe tou long, li kouri leve kanpe, sab li nan men 1 tankou youn koulin byen long, li rele byen fò, « Ann avan, Ann avan! » Epi twoup yo te fonse sou Blan yo.

Nou di se younn nan pi gwo jou, pa sèlman pou Ayiti, men sou tout latè, paske se jou sa a zansèt nou yo te trase youn egzanp pou tout mounn ki t ap sibi kòm esklav. Se jou sa a, zansèt nou yo, anpremye, te di esklavaj la fini, epi egzanp la pral gaye toupatou. Di m, mezanmi, si se pa pi gwo jou ki genyen nan listwa lemonn!

Youn jou konsa se pa jou nou ka janm bliye. Se poutèt sa, chak lane, nan dat sa a, prezidan peyi a konn fè deplasman pou al Vètyè, avèk plizyè ofisyèl gouvènman an, pou al bese byen ba devan zansèt nou yo. Nan lane 1950 yo,

Pou anpil mounn, yo pa menm kisa ki 18 Novanm nan. Ale wè si chèf yo ap penmèt yo anseye 18 Novanm toujou nan lekòl, jan sa te konn fèt lè nou te ti sou gouvènman Paul Magloire, ki te youn jeneal lame tou, yo te enstale kèk estati solda nan Vètyè anmemwa Nèg vanyan sa yo ke nou pa ka janm bliye.

Men sitiyasyon peyi a tèlman dwòl depi nou pran nan pongongon PHTK, pati politik Tèt Kale a. Imajine sa, youn pati politik ki pote non chèf la, « Bandi Legal », paske tèt li kale epi sa vin toujen lamòd! Nou ka konprann kijan tout bagay tèt anba konsa. Epi soti nan Bandi Legal, y al lage nou nan youn Bannann ki pa menm

Nasyonal la. Se nan MUPANAH (Musée du Panthéon national), kote yo gen stati zansèt yo pou yo vin fè tout seremoni nasyonal. Se konsa pou 18 Novanm ane sa a, sila a ki di li se sèl chèf nan peyi a a pa t twouve nesesè pou 1 te fè okenn deplasman al Vètyè. Kòm pawòl la di, « Atansyon pa kapon! » Msye pa konnen si Kòmandan Babekyou —n ap pale de Jimmy « Barbecue » Chérizier— pa t gentan anvayi zòn nan. Li pa t vle al pran menm imilyiasyon li te pran nan Pon Wouj mwa pase a, lè 1 t oblije kouri, nan dat 17 oktòb la, ak tout bann otorite ki te avè l yo, anba kout zam vrè chèf peyi a.

Se konsa, selon tradisyon defen chèf defakto a, Premye minis defakto Ariel Henry debake nan MUPANAH jedi pase, ki te 18 Novanm, ap pran pòz se Vètyè li ye. Msye fè youn diskou men longè. Pou fete 218èm lane Batay



jeneral Donasyen mari Jozèf Rochambo

fin rèk, epi nou tou pran nan

Depi lane 2018 prezidan pa t ka met pye Vètyè pou 18 Novanm nan. Wi, menm si se nan zòn tou pre a Nèg Bannann nan te soti, li pa t fouti met pye 1 Vètyè, paske si l t ale li pa t ap tounen vivan Pòtoprens. Epi se menm bagay la ki pral rive l pou Gonayiv, nan dat Premye Janvye, jou endepandans lan, li pa ka met pye l lòtbò a. Se kòmsi pèp la te vin dekouvri yo kòm youn bann apatrid, fo patriyòt, ki pa t ka met pye menm la a nan pòtay nò Potoprens, nan Pon Wouj (Pont Rouge). Vrèman, sa rèd!

Epi kounnye a se youn nouvo tradision. Tout bagay ap fèt sou Chann Mas la, tou pre Palè Vètyè a, Premye Minis la mande pou n «refè listwa sou youn lòt fòm.... Menm si te gen hing hang antre yo, ke sa yo te esklav e lòt yo te afranchi, Nwa ak Milat, yo te ase entelijan pou fè Tèt ansanm ». Se sa menm pou n fè kounnye a pou n soti nan sitiyasyon nou ye a. Epi msye itilize slogan ki te fè zansèt nou yo byen chofe jou 18 Novanm 1803 a : « Grenadye a laso, sa ki mouri zafè a yo! »

Nan mitan diskou a, li kite gwo franse li rantre nan krevòl poul pale ak sitwayen yo. Men li: « Se bonjan san ewo Vètyè ki koule nan venn nou. Nou se desandan youn ras mounn, fanm ak gason, ki te konnen anpil move lavi. Yo rive kreye youn vi miyò, libète ak dwa grandèt majè nou pou limanite. Nou dwe montre ke nou menm tou nou genyen menm kalite diyite ak kokenn chenn konbatan sa yo. Yo te afwonte kanno pou n te ka genyen jodi a youn peyi lib ki pa rete ak mounn, youn peyi ki granmounn tèt li ». Jan nou tande a. Ēske li vrèman kwè tou sa l di yo?

Ann kontinye tande l. Li di nou pèdi 2 syèk deja, li lè pou n kanpe debou, « Debou pou nou di NON a zak sanginè ke mounn bezwen fè nan peyi a; Non a zak kidnaping, Lapolis ak Lame deside kwape ak tout fòs; Non a tout mounn ki bezwen kontinye mete youn klima enstabilite nan peyi a.

N ap mande tout konpatriyòt yo nou yo rete debou pou pitit nou k al lekòl, debou pou wout debloke, debou pou Lame ak Lapolis, men nan men, n ap kontinye kwape



move zè; debou pou Ayiti leve kanpe. Ayiti bite, men n ap ba l men pou leve kanpe. Grenadye a laso. Annou lanse aso kont ensekirite, kont grangou, kont rayisab, kont divizyon, kont difamasyon, kont move zaksyon, kont mechanste, kont enflasyon, kont grangou, kont chomaj, kont tout kalite konplo lénmi Ayiti ap manniganse ». Pa gen pi bèl pawòl pase sa.

Nou p ap di anyen nou menm. N ap bay Majò Eddy Marcelin pale, paske antan ke mounn ki te ede òganize jounen 18 Novanm nan, li pa t ka rete bouch fèmen. Mwen kwè li pale pou nou tout. M ap ban nou moso nan sa l te di. Dlo nan je, li te pale an franse: « Nou tande diskou Son Excellence lan. Malerezman, apre jan mounn sa yo ki te vin anvan nou yo te montre yo byen brav, nou pa ka rele byen fò 'Grenadye alaso, sa ki mouri zafè a yo ».

« Gwoup ame ansèkle nou. Nou tout prizonnye. Mesye Premye Minis, tout mounn ap soufri. E si gwoup ame yo panko touye nou tout, se paske yo gen youn ti kè fèb tankou yo se mounn toujou. Men nou tout menase ». Epi 1 mande zam, vwati blende pou la-

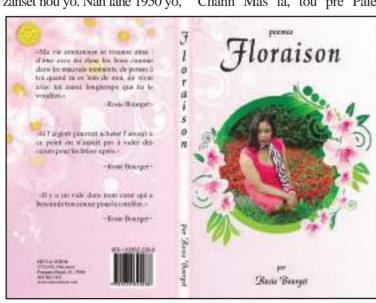
me a, menm youn elikotè. Si yo gen sakilfo, li di, « *Nan 2 semèn nou ka fè tout dezòd sispann* ».

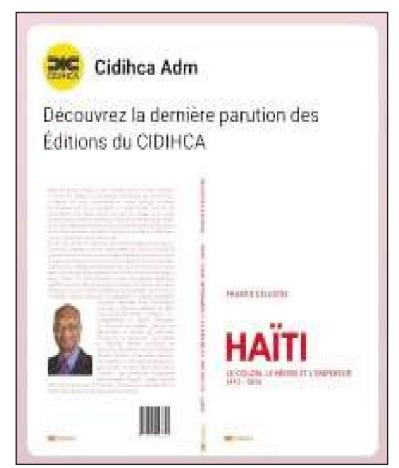
Li kontinye: « Lawonte kouvri tout figi n anfas pèp Ayisyen an, nou wont gade mounn nan je, mounn sa yo k ap soufri anpil. Se toupatou y ap fè kadejak sou jèn fi nou yo. N ap tann sakilfo pou n fini ak dezòd sa a!»

Nou tande koze a. Yo rele jou 18 Novanm nan « Fèt Lame ». Men Lame pa gen zam pou 1 fè travay li. Se konsa, ansyen jeneral Lame, ansyen prezidan Prosper Avril, santi pawòl majò a touche l nan kè. Li ekri youn atik ki parèt nan jounal Le Nouvelliste la, nan dat 19 novanm. Li konprann soufrans majò a, epi 1 bay kantite gwo zam Lame te genyen, elikoptè, avyon, elatriye. Men nan mwa janvye 1995, Lame kraze, mèsi Prezidan Aristid, ki t ap pran revanj pou kou deta 29 septanm 1991 lan. Men èske se te pi bon fason pou sa te regle. Pouki sa yo pa t fè refòm nan Lame a. Gade kijan se ak lame lòt peyi Nasyon Zini te vin rantre ann Ayiti pou met lòd nan dezòd. Epi yo pote kolera ban nou, solda etranje yo fè kont dezòd yo ann Ayiti, kadejak se pa pale. Gad tout pitit san papa yo kale kite nan peyi a!

Mwen swete 18 Novanm ane sa a n ap aprann leson an. Fò n gen Lame pa nou pou n rezoud pwoblèm pa nou, pou n fini ak kesyon gang sa a epi mete nou otravay pou youn nouvo Ayiti, kote tout Ayisyen ap santi yo alèz pou rete lakay yo, pa al pran imilyasyon anba pon lakay pèsonn, epi y ap bwote nou tounen tankou pa pakèt. Fòk Ayiti vin tounen « La Perle des Antilles », jan yo te konn rele l la, pou pitit peyi a ki deyò santi yo ka tounen vin bay bon kout men pandan n ap rele byen fò: « Ann Avan, Ayiti! »

TiRenm/ Grenn Pwonmennen 24 Novanm 2021





Haïti-Observateur

HAPPENINGS!

Continued from page 1

Croix-des-Bouquets about 15 miles northeast of Port-au-Prince.

Making the announcement on Sunday, November 21, a little after 12 noon, the Ohiobased Christian Aid Ministries (CAM), said the two released hostages "are safe, in good spirits and being cared for." No other information was made available. not their names, the reasons for their release, where they're from or their current location.

CAM went further, asking those who have more specific information concerning the freed individuals not to release anything. for safety reasons.

As reported, Wilson Joseph, known in gang parlance as "Lanmò Sanjou" (Unexpected Death), was seen, without mask, in a video, asking \$17 million for the release of the hostages, \$1 million for each, even for the five underage children in the group, with the youngest being eight (8) months old when they were kidnapped. Since then, as of last Sunday, that one has added 37 more days to his/her

Believing in the power of prayer, CAM encourages people to "continue to pray for the full resolution of this situation," adding, "While we rejoice at this release, our hearts are with the fifteen people who are still being held."

One wonders whether President Biden is still concerned about the plight of the American hostages in Haiti. In a press conference, last October 26, Jake Sullivan, the National Security Adviser, said, personally, he updated the president daily on the situation of the hostages. He even said Mr. Biden was especially concerned about the children.

Reportedly, the U.S. had dispatched personnel to Haiti who had expertise in dealing with hostage situations. Now, after more than one month in captivity, only two of the kidnapped missionaries are released! Can we conclude that the gang situation in Haiti is beyond control, even for top American experts?

*As reported in our French

section last week, the 2nd in command of the "400 Mawozo" was killed by the Police Based on a Police report, the body of a certain Mortimé, by known by his gang name of Gaspillage or Gaspiyay in Creole (Waste), was found the previous Sunday, November 14, in a community called Pérard/La Tramblay 12, not far from Croix-des-Bouquets. HO also had reported that there was a firefight with the Police the evening of November 12, resulting in some gang members wounded while others fled. Two vehicles used by the bandits were seized by the law-and-order agents. It was also said that Wilson Joseph himself was wounded, but that was never confirmed. Are we to believe that the Haitian National Police (French acronym PNH) have received equipment and have been provided certain incentives allowing them to be more proactive in tracking down the gangs?

*The preeminence of the gangs confirmed by the actions of Prime Minister Ariel Henry on November

That date marks the 218th anniversary of the "Battle of Vertières," in 1803, when the ragtag army of former Haitian slaves defeated the powerful army of Napoleon Bonaparte, under the command of General Rochambaud (Jean-Baptiste Donatien). That day has gone down in history as the defeat of slavery, making Haiti a "Beacon of Freedom" for being first in the world to do so, disrupting the economy which then flourished from slave labor. Haiti is still paying that effrontery because the European enslavers of the times never forgave our ancestors for disrupting their economic system.

On November 18, Haitian presidents, over the years, have made the pilgrimage to Vertières, near Cap-Haitian in the north, to pay homage to the heroes of the last pitched battle for Haiti's independence. That was the crowning victory of the Haitian revolutionary war which began as guerilla warfare after the Voodoo ceremony, August 14, 1791, officiated by Duty

Boukman who, reportedly, was born in present day Senegal, lived in Jamaica, before finding his way to Haiti, where he played the major role of psychologically preparing the slaves for revolt. Their Saturday night Voodoo ceremonies provided them a mechanism to accomplish their



Willson Joseph, called Lanmo San Jou, without mask.

mission.

This year, Prime Minister Ariel Henry, who also doubles up as Haiti's president, did not go to Vertières, undoubtedly fearful of gangs who upstaged him a month earlier when, on October 17, he and his entourage had to flee from Pont Rouge, in the northern entrance to the capital. He failed in his attempt to pay homage to Emperor Jacques I (Jean-Jacques Dessalines) Haiti's Father of independence, assassinated on that spot in 1806. Jimmy "Barbecue" Chérizier, leader of the "Federated Gangs" had upstaged him, commemorating our national hero in a ceremony in which he, not the Prime Minister, deposited the flower wreath at the base of the Dessalines stat-

Instead, last Thursday, the Prime Minister, just as he did last October 17, went to the MUPANAH, the National Pantheon for Haiti's Heroes, yards away from the National Palace, where he gave a speech calling for "unity" to honor our ancestors. That's the only way to defeat the current enemies of the nation. He was quite eloquent, as he called on Haitians to "stand up to say NO to those responsible for bloody acts in the country; No to kidnapping that the Police and the Army have decided to forcefully destroy; No to those who continually create a climate of instability in the coun-

The Prime Minister also pointed to other enemies of the Nation. asking to "launch the fight against insecurity, against hunger, against division, against inflation, against unemployment, against all plots to destabilize Haiti."

*An Army major, tears in his eyes, responds to Mr. Henry

The stirring message of the Prime Minister didn't seem to convince most people that he intends to bring a solution to the multifaceted crisis buffeting Haiti, especially restoring security in the country now ruled by gangs. Army Major Eddy Marcelin, who was among the organizers of the meeting at the Pantheon, couldn't suppress his feelings. With tears flowing down his cheek, he addressed "His Excellency" in words that made him the hero of the day for many.

"We've heard the speech of His Excellency, the Prime *Minister,*" he began, adding, "Unfortunately we can't do as our brave soldiers did [at Vertières], launching an assault, even if we were to die doing it. For we are encircled by armed groups. We are all prisoners. Mr. Prime Minister, everybody is suffering. If the armed groups haven't yet committed a general genocide, it's probably because they still have some humanity left in them. But we are all under a threat."

In his own way, the major is also eloquent, as he paints a picture of helplessness. "We are ashamed, having to hide our face as we look at the Haitian people. Yes, we are so ashamed, we can't look people in the eyes. . . . Our young girls are raped everywhere they go, and we're still waiting to put an end to this mayhem."

He concluded by asking for "at least one tank, two assault vehicles, one combat helicopter to stop this phenomenon. In two weeks, we would put an end to the mayhem."

Of course, the major was overwhelmed by emotions, as former president and army general Prosper Avril noted, in an opinion piece in Le Nouvelliste, Friday, November 19. More equipment would definitely be needed to do the job. However, he praised the major for taking the risk of telling it like it is. And Mr. Avril ticked

off all the equipment and other means the Army had at its disposal before it was unconstitutionally disbanded by President Jean Bertrand Aristide in January 1995.

The head of the Armed Forces, General Jodel Lessage, also spoke up as Le Nouvelliste noted in another article. He admits that Major Marcelin was overwhelmed, frustrated by the situation. But the officer was speaking for himself. To change the situation, "it's not only military," he said, "there are social aspects to the problem."

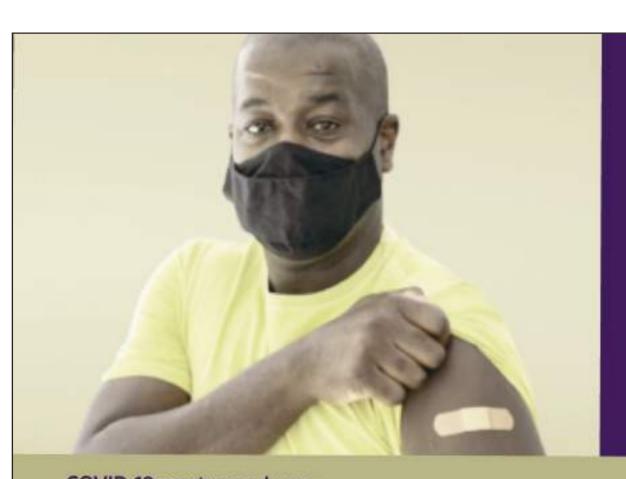
Anyway, the debate is on. Should Haiti be deprived of an army, while the international community, with the United Nations upfront, turns to armies of other countries to come "stabilize" and help to "democratize" the country?

We've seen the results of the forays of these foreign armies into Haiti, including the introduction of cholera to the country, encouraging prostitution, even rape of our young women, with the soldiers leaving a bunch of fatherless children in their wake. More troublesome yet, the armies of gangs evolved in Haiti under the watch of the United Nations when the "Legal Bandit" Michel/ Michael Martelly was imposed on the country in 2011, by decisions of the U.S. State Department under the supervision of Secretary of State Hillary Clinton. Haiti needs its own army to carry the fight against the gangs that are causing so much harm to the country.

RAJ raljo31 @yahoo.com







Move moman pou lagrip. Bon moman pou vaksen kont lagrip.

COVID-19 montre nou ke nou tout bezwen pwoteksyon. Yon vaksen kont lagrip ede pwoteje ou ak fanmi ou.

Sitou:

Timoun ki gen mwens pase 5 an

Si ou gen plis pase 65 an Si ou ansent oswa petêt ansent Si ou gen lôt pwoblèm medikal

Pou plis enfòmasyon ak pou jwenn yon kote pou pran vaksen kont lagrip ou a, ale sou nyc.gov/flu oswa rele 311.



LA DISTRIBUTION D'ESSENCE, TOUJOURS EN COMPTE-GOUTTES

Les consommateurs peinent à s'approvisionner La carence de ces produits est-elle artificielle ?

Suite de la page 2

consommateurs aux abois, après avoir arpenté vainement quasiment toute la capitale, à la recherche d'essence, se résignent à se faire « *tondre* » par les détaillants illégaux. Et les autorités du pays n'étant pas en mesure de faire respecter leurs propres mots d'ordre concernant la vente de produits pétroliers, les vendeurs clandestins ont le vent dans le dos.

La vérité sur la disponibilité de carburant au fonds du puits

En ce qui concerne la disponibilité ou non d'essence, la vérité se trouve au fonds du puits. Car per-



À une autre station-service, heurts entre policiers et acheteurs d'essence.



Malgré l'interdiction imposée par les autorités, les vendeurs ambulants de gazoline prospèrent, les stations-service mangent la vache enragée.

sonne ne sait au juste la vraie situation qui prévaut dans ce secteur. Jusqu'à la semaine dernière, la rumeur courait, à la capitale, que les camions citernes avaient pu transporter plus de 180 millions de gallons d'essence du seul Terminal Varreux. D'aucuns pensaient que la quasi-totalité des stations-service de la capitale seraient en mesure de servir leurs

clients.

Après les premiers jours d'euphorie et de bousculades, aux abords des pompes, qui en avaient reçu, la carence était revenue aussi sévère qu'elle l'était avant l'intervention de Barbecue.

Mais, quoi que disent les autorités pour calmer les esprits, faisant croire que l'essence était

LA DISTRIBUTION D'ESSENCE, TOUJOURS EN COMPTE-GOUTTES

Les consommateurs peinent à s'approvisionner La carence de ces produits est-elle artificielle ?

Suite de la page 2

ait disponible, au Terminal Varreux, aussi bien qu'à Thorland, sur la Nationale Numéro 2, les automobilistes et les motos peinent à faire le plein, voire même dans l'impossibilité d'acheter un gallon, cinq, ou même 10, au prix fort.

Des rumeurs persistantes font croire que, nonobstant la propagande tendant à faire croire que l'approvisionnement des camions citernes continue sans désemparer, en réalité, ni Terminal Varreux ni le dépôt de Thorland sont « en rupture de stock ». Une information émanant du secteur assurant la distribution de produits pétroliers — mais non du Bureau de monétisation des programmes d'aide au développement (BMPAD) —, l'entité d'où partent généralement de telles informations, un bateau était en instance de débarquement de 180 000 barils de gazoline et de 30 000 de diesel.

Rappelons que lors de la reprise de la distribution d'essence, d'ordre de Barbecue, et que les consommateurs s'empressaient de se mettre en ligne aux abords des pompes, qui faisaient la distribution, *Haïti-Observateur*

avait pas suffisamment d'argent pour placer des commandes qui pouvaient durer un mois ou plus. Les ressources dont dispose le

soit pas respecté.

Il faut signaler aussi que la disponibilité de gazoline dans les provinces est plus que catastro-

liers n'avaient pas accès à ceuxci.

Certains pensent que les autorités gouvernementales se frottaient leurs mains quand le chef des gangs mettait l'embargo sur la distribution d'essence. Cela leur permettait de cacher au public la vérité, quant à la disponibilité d'essence sur le marché. Maintenant que la distribution se fait sans restriction, tout le monde va savoir que les dirigeants du pays n'ont pas les ressources nécessaires pour alimenter le pays en produits pétroliers.

Les consommateurs de gazoline et de diesel doivent insister pour que la vérité soit révélée au pays : l'indisponibilité de l'essence, dans les pompes, est-elle due à la rupture de stock dans les sites d'entreposage, ou bien suite à l'accaparement de la marchandise entreposée à Thoreland et au Terminal Varreux, par les vendeurs clandestins, bénéficiant de la connivence des décideurs haïtiens ?

LJ.



Barbecue, lors de sa conférence de presse pour libérer la distribution d'essence.

avait mis en garde contre une prochaine carence d'essence. Parce que, faisait savoir l'hebdomadaire, le régime PHTKiste n'- BMPAD oblige à effectuer l'importation d'essence chaque semaine. Et, là encore, il semble que l'horaire hebdomadaire ne phe. Car au moment où Jimmy Chérizier déclarait le marché libre, à la capitale, loin de celleci, les usagers de produits pétro-

Aksyon Bonè se Kle!

Mande Doktè Ou Enfòmasyon sou Tretman Antikò Monoklonal

Tretman antikò monoklonal se pou moun ki genyen COVID-19 oswa ki te ekspoze resaman ak yon moun ki genyen COVID-19. Tretman Antikò Monoklonal:

- Ede kò ou konbat COVID-19 pandan sistèm iminitè ou ap kòmanse fè pwòp antikò pa li
- Redwi risk ou pou ou vini malad anba COVID-19 epi evite entène lopital
- Rekòmande pou nenpòt moun ki gen laj 12 ane oswa plis ki anba gwo risk pou yo malad grav ak COVID-19, tankou granmoun aje yo ak moun ki gen lòt pwoblèm sante yo
- Pa yon ranplasan pou vaksinasyon

Pou jwenn yon sit ki ap ofri tretman antikò monoklonal, vizite nyc.gov/health/map.

Pou jwenn yon sit vaksinasyon, vizite nyc.gov/vaccinefinder oswa rele 877-829-4692.



ÉDITORIAI

Il faut que finisse la crise diplomatique haïtiano-dominicaine

ette guerre de faible intensité se donnant libre cours, entre Haïti et la République dominicaine, risque de générer en conflit total aux conséquences incalculables pour les deux pays. D'escalade en escalade, surtout de ce côté de la frontière, dont l'administration est présentement à la dérive, sans une administration responsable pour prendre des décisions objectives et salutaires, des affrontements frappent à nos portes. L'autorité de l'État est absente, car remplacée par l'arrogance démesurée de celui dont les ordres sont exécutés à l'échelle de la République.

Quand le président dominicain, après avoir reçu l'envoyé spécial du Premier ministre de facto haïtien doublé de président intérimaire, dont la mission consistait à réparer les torts causés par le ministre haïtien des Affaires étrangères, déclare ne pas avoir d'interlocuteur en Haïti, cette idée charrie des menaces insoupçonnées, car du côté haïtien, la gestion de cette crise est source d'escalades quasiment au quotidien. Soi-disant porteur de deux chapeaux, chefs du gouvernement et de l'Exécutif, Ariel Henry est lamentablement insignifiant par rapport aux grandes décisions d'État. Depuis que Claude Joseph, membre de l'administration qu'il pilote, a adressé son tweet au président Luis Abinader de la République dominicaine, l'invitant à joindre les ressources de son pays à celles d'Haïti luttant contre l'insécurité, c'était le déchaînement des démons, de part et d'autre de la frontière.

Joseph dit inspirer son tweet au chef d'État dominicain d'un communiqué de presse du Département d'État américain mettant en garde les Américains contre tout projet de visite en Haïti et en République dominicaine pour cause d'insécurité. Une évocation délibérément déviée par le chancelier, tel qu'exprimé dans un autre avis rectificatif émanant des Américains déclarant qu'il n'a jamais été question d'insécurité dans le communiqué original, mais d'une remontée de la COVID-19 de l'autre côté de la frontière. Pourtant cela n'a pas porté ce dernier à rectifier son propre tweet, encore moins à formuler des excuses. Bien au contraire, par le truchement de ses ouailles anonymes, sur les réseaux sociaux, le président dominicain est sérieusement pris à partie, tandis que M. Joseph est félicité pour « avoir tenu tête à Abinader » affichant des velléités hégémoniques et s'érigeant en « porte-parole d'Haïti ».

Tenant compte des attaques par personnes interposées dirigées sur le président dominicain, on serait tenté de croire que la politique haïtienne envers la République voisine ne part plus de la Chancellerie haïtienne, mais se formule « dans la rue », par « des activistes liés à Claude Joseph », voire soudoyés même par lui. Du point de vue strictement diplomatique, cette situation peut s'interpréter de deux manières. D'un côté, Joseph est considéré comme un canon libre, au sein du gouvernement Henry, qui n'a aucune emprise sur lui, le laissant agir à sa guise. Ou bien il a composé et expédié son tweet après en avoir imposé l'idée au Premier ministre de façade, incapable de lui résister. Dans ce cas, Pierre Corneille dirait : « Des deux côtés, mon mal est infini ».

La présente situation d'Haïti donne raison à ceux qui estiment le pays à la dérive, sans leadership, tel un navire laissé au gré des flots. Car non seulement celui qui joue le double rôle de Premier ministre et de président de la République est en déficit de compétence, voire même de bon sens, pour se colleter aux problèmes du pays, son équipe n'a personne sur qui compter pour remédier à ses insuffisances personnelles. Quand bien même M. Henry aurait pris la décision de prendre en main la situation en nommant un envoyé spécial à Santo Domingo, en vue de négocier avec les autorités de ce pays, il n'est pas à même de contrôler Claude Joseph, qui persiste à faire de la surenchère, par personnes interposées.

En effet, comme l'a bien fait remarquer l'ambassadeur Daniel Supplice, les réseaux sociaux abondent en boutades et références hostiles au président dominicain et à son administration. Des intervenants anonymes, qui ne sont pas, certes, étrangers au chancelier haïtien, ne cessent de multiplier les congratulations à lui adressées, toutes les fois qu'il lance des initiatives qu'ils jugent hostiles au gouvernement d'Abinader. Sans même tenir compte du fait que celles-ci feraient entorse aux conventions internationales établies ou aux normes diplomatiques. Les supporteurs en tapinois de Claude Joseph y voient une « résistance nationaliste » de celuici à l'égard de Luis Abinader, dont les décisions prises, dans la foulée du tweet du ministre des Affaires étrangères haïtien, sont interprétées comme instruments d'« humiliation » du peuple haï-

Si les autorités dominicaines accueillaient, sans discrimination, les plus de 70 000 étudiants haïtiens, qui fréles yeux sur les femmes enceintes, qui sont venues faire leur couche dans les hôpitaux de la partie de l'est de l'île, elles ont profité du tweet hostile émis par le chef de la diplomatie haïtienne pour remettre les pendules à l'heure.

Au lieu de permettre à Claude Joseph d'aggraver davantage la situation par ses interventions, directes ou par le truchement de tiers, de pyromane diplomatique, les décideurs haïtiens ont pour devoir de lancer en urgence des opérations visant à étouffer les brasiers. Dans la mesure où, parallèlement à la mission de Daniel Supplice, auprès du président dominicain, le chancelier haïtien a encore les coudées franches pour lancer des attaques contre les voisins de l'est, il n'existe aucune possibilité, à ce rythme, de faire la paix entre les deux États.

De toute évidence, aucun ancien ambassadeur d'Haïti en République dominicaine, qu'il s'appelle Daniel Supplice, Paul Arcelin ou n'importe quel autre, ne sera en mesure de négocier la réconciliation, si l'auteur du

quentent leurs universités, et fermaient scandale diplomatique continue de se comporter en polisson, sans quelqu'un d'autorité pour lui tirer l'oreille et le rappeler à l'ordre, voire même le démettre de ses fonctions.

> Le grand danger existe dans le fait que, par son attitude, le Premier ministre de facto Ariel Henry conforte l'idée qu'il n'existe pas d'interlocuteur valable en Haïti pour négocier avec les Dominicains. Luis Abinader l'a proclamé, et rien n'autorise à croire qu'il serait disposé à provoquer un dégel dans les relations de son pays avec Haïti avant que soit effectué un violent coup de balai dans l'administration haïtien-

> Voici bientôt deux mois depuis que Claude Joseph a posé l'acte qui a entraîné la crise diplomatique entre les deux États se partageant la souveraineté de l'île. Cette situation a déjà trop duré. Il importe d'y mettre fin sans tarder. Port-au-Prince a pour devoir de trouver les conditions nécessaires à cette fin. Quels que soient les sacrifices qui s'imposent!

OBSERVAT

Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haitl Holli-Observateur 98, Avenue John Brown, Serne élage Part du prince, Haiti Tét (50%) 223-0782 out (509) 223-0785 CANADA Halfi-Observateur Gerard Louis Jurques 514 321 6434 12 Halfi OB Concide. 12213 Joseph Cassavanii Michigot HOMESCA EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service special est assure a partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à Jissan Clouede Voltonin 13 K Avenue Foldherbe, 8t Rt April 44 93310 Le Pre ST. Gervals France Tel. (33-1) 43-53-28-10

ETAT-UNIS

I one classes 48.00.\$ 05. pour sk (6) mols 90.00 \$ US, pour un (1) ani

AFRIQUE ET ASIE

__ 553.00 FF, pour six (6) mois __1005,00 FT, pour un (1) un

CARAIBE ET AMÉRIQUE LATINE

Tere classe: \$73,00 US, pour six (6) mois \$150.00 US, pour un [1] on.

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois 125 DBROS, pour un (1) an Par anieque ou mandat postal en

2922 - 400 H.	
Slale/Èlal	
Country/Poys	



EDITORIAL

There must be an end to the Haitian-Dominican diplomatic crisis

his low intensity war between Haiti and the Dominican Republic risks to degenerate into total conflict with unforeseen consequences for both countries. Escalating out of control, especially on this side of the border, the situation could easily deteriorate. For Haiti is adrift, without a responsible administration to make objective and salutary decisions, with confrontations of all kinds knocking at our door. Unquestionably, State authority is absent, having been replaced by the excessive arrogance of the one whose orders are executed immediately, at the national level, if you please. To say the least, the nation is in grave danger.

As expected, the Dominican president received the Special Envoy of the Haitian de facto Prime Minister, who is also interim president, The envoy's mission, as it is understood, was to repair the damage caused by the Haitian Minister of Foreign Affairs. Following that diplomatic mission, the Dominican president declared that he has no interlocutor with whom to deal in Haiti. That statement carries unsuspected threats, because on the Haitian side, there's no management of the latent crisis, which keeps on escalating almost daily. The bearer so-called of two hats, that of Prime Minister and of President, Ariel Henry is pitifully irrelevant when it comes to making major State decisions. Consider how Claude Joseph, his Foreign Minister, went on a tweeting challenge, inviting Dominican President Luis Abinader to use the resources of his country in a joint effort with Haiti because the two countries are fighting insecurity. That was like unleashing the demons, on both sides of the border.

Mr. Joseph said his tweet addressed to the Dominican Head of State was inspired by a press release from the U.S. State Department warning Americans against plans to visit the Dominican Republic and Haiti, due to insecurity. The Haitian chancellor had gotten it wrong, as expressed in a rectification by the Americans, who declared in a communiqué that it was never a question of insecurity in the Dominican Republic, but a flare-up of COVID-19. Nonetheless, Joseph didn't rectify his tweet, neither did he apologize. On the contrary, through his anonymous followers, on social networks, the Dominican president is seriously taken to task, while Mr. Joseph is congratulated to the high heavens for "having stood up to Abinader" who has displayed

hegemonic ambitions, even setting himself up as "spokesman for Haiti."

Considering the proxy attacks directed at the Dominican president, one is tempted to believe that Haitian policy towards the neighboring Republic is no longer the domain of the Haitian Chancellery, but is formulated by "street activists" linked to Claude Joseph, or who are even bribed by him to do his bidding. From a strictly diplomatic point of view, this situation could be interpreted in two ways. On the one hand, Claude Joseph is considered a lone ranger within the Henry government, which has no control over him, letting him do as he pleases. Alternatively, the Foreign Minister composes his tweet on his own and dashes them off, after having imposed the idea on the so-called Prime Minister, unable to resist him. In this case, the French writer Pierre Corneille would have the last word: "One way or the other, my problem is infinite."

The current Haiti situation bears testimony to those who believe the country is devoid of leadership, like a ship adrift. The man who plays the dual role of Prime Minister and President lacks the skills, even the common sense, to deal with the country's problems. In addition, he lacks a competent team on which to rely to remedy his personal shortcomings. In a move to take charge of the situation, Mr. Henry appointed a Special Envoy to Santo Domingo to negotiate with the Dominican authorities. But he's unable to control Claude Joseph, who persists in his one-upmanship by proxy fight.

In fact, as Ambassador Daniel Supplice pointed out, social networks abound in jokes and references hostile to the Dominican President and his administration. Anonymous speakers, who are certainly no strangers to the Haitian chancellor, keep congratulating him as he launches hostile innuendos against President Abinader's government. He couldn't give a hoot that such attacks are considered violation of established international conventions or diplomatic norms. Indeed, the supporters of Claude Joseph consider him a "nationalist in resistance" to Luis Abinader, who is accused of "humiliating" the Haitian people by the decisions he's taken in the wake of the Haitian Foreign Minister's tweet.

Indeed, the Dominican authorities welcomed, without discrimination, more than 70,000 Haitian students attending their universities. Moreover, they had closed their eyes to pregnant

Haitian women coming to their hospitals to give birth. But the hostile tweet of the head of Haitian diplomacy offered them an opportunity to set the record straight, so to speak.

Instead of allowing Claude Joseph to further aggravate the situation through his direct interventions, or via third parties, acting as diplomatic arsonists, Haitian decision-makers have a duty to urgently launch operations to smother the infernos. Insofar as the Haitian chancellor still is free to launch attacks against his eastern neighbors, while Ambassador Daniel Supplice is on special mission to the Dominican president, there's no possibility to make peace between the two sovereign States on the island.

Clearly, no former Haitian ambassador to the Dominican Republic, be he named Daniel Supplice, Paul Arcelin, or anyone else, will be able to negotiate the reconciliation sought, if the perpetrator of the diplomatic scandal contin-

ues to operate like a loose cannon, without a higher authority being able to pull his ear or call him to order, even firing him, if nothing else works.

There's great danger when, by his attitude, de facto Prime Minister Ariel Henry reinforces the idea that there is no valid interlocutor in Haiti to negotiate with the Dominicans. Since Luis Abinader has so stated, there's no reason to believe that he would be willing to initiate a thaw in his country's relations with Haiti, without sweeping changes in the current Haitian administration.

It has been almost two months since Claude Joseph launched the action that has led to the diplomatic crisis between the two States that share sovereignty over the island. Obviously, this situation has gone too long. It's of overriding importance that an end be put to it immediately. Port-au-Prince has a duty to find a way to do so. Regardless of any sacrifice required!



Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haiti

Holff-Observateur 98, /wenue John Brown, Sérrie élage Part du prince, Haiti Tél. (50%) 223-0782 our (509) 223-0785

CANADA

Holft-Observateur Gerard Louis Jucques 314/321/04/34 12 Halfi OR Canada. 12213 Joseph Cassavanii Michigot HOMEXCA

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service special est assure à partir de Paris, L'intéressé doit s'adresser à Jipan Cloude Valoruni 13 K Avenue Foldherbe, 8t Rt April, 44 93310 Le Pre ST, Gervais France Tel. (33-1) 43-63-28-10

ETAT-UNIS

= 48.001\$ US, pour six (6) mois 90.00 \$ US, pour un (1) ani

AFRIQUE ET ASIE

Tére classe:

__ 553,00 FF, pour sk: (6) mois __ 1005,00 ff, pour un (1) un

CARAIBE ET AMÉRIQUE LATINE

\$73,00 US; pour six (6) mois \$160.00 US, pour un [1] on:

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois 125 DBROS, pour un (1) an Par chéave ou mandat postal en france transcals.

Name/Nom	
Company/Compagnie	
Address/Adresse	

City/ville Slale/Elal Zipi Code/Code Régional. Country/Poys

liquis les apponhements sont payables d'aviance par chégue au mandat bancaire

OBITUARY

Pastor Ford, as he was affectionately known, bid us goodbye last week. We, at the Haiti-Observateur, present our heartfelt condolences to all members of the Ford family and present below the text of the obituary prepared by the family and delivered, at the church, by Dr. Henri Ronald Ford, one of the sons of this servant of God, of his Church and of the Haitian community at large, even in risky situations.

Reverend Dr. Jean Joseph Guillaume Charles Ford, a stalwart champion of the Christian faith and the inspirational patriarch of the Ford family, died peacefully on November 16, 2021 at his home in Bay Shore, NY. at the age of 104.

Jean Joseph Guillaume Charles Lespinasse was born on April 6, 1917 in Port-au-Prince, Haiti to Franchonette Ford and Clement Lespinasse. As a young adult, he discovered that his father, a prominent senator at the time, was listed as a witness rather than his father on his birth certificate and that of his 3 siblings. When his father refused to change the designation on his birth certificate after confronting him, Guillaume, as he was known, changed his last name to Ford.

He grew up Catholic, but in his late adolescence and early adulthood, he developed a keen interest in obtaining a deeper understanding of the Gospel of Christ. Under the tutelage of Reverend Van Putten, leader of St. Paul African Methodist Episcopal (A.M.E.) Church in Haiti, he answered the call to join the ministry.

As a young devout minister, Guillaume prayed that God would give him the perfect lifetime companion to help him boldly spread the Gospel. God answered his prayers by revealing to him the person he was to marry, a beautiful and fervent prayer warrior named Jeanne Jean-Louis. This perfect union yielded nine beautiful children and a tenth by adoption.

At an early age, Guillaume and Jeanne Ford, instilled in their children the importance of faith in God, the value of education, and service to mankind.

Pasteur Ford, as he was affectionately known, spent decades spreading the Gospel of Christ throughout Haiti. He pastored several A.M.E. churches and founded the A.M.E. Church at Fort Jacques. near Kenscoff, in the mountains east of Port-au-Prince, while simultaneously serving as Haiti's Immigration

Director

As a dynamic young preacher, he played a pivotal role in helping to solidify Protestantism in Haiti through his electrifying sermons, his writings, his radio ministry, his ecumenical approach, and his ardent love for *La Grande Cohorte*, a Protestant movement which flourished under the leadership of Alice Fougy,



Pastor Guillaume Ford

and unwavering support of Jeanne Ford, Costa Nicolas, Obed Jean-Louis and Ecilie Mamousette.

Upon the death of Reverend Van Putten, he was appointed Pastor of St. Paul A.M.E. Church and Superintendent of the A.M.E. Mission in Haiti, a position that he held well into his late eighties.

Pasteur Ford epitomized servant leadership throughout his life, whether in his in his evangelical ministry or as Director of Haiti's government Immigration Department where he helped countless people escape the tyranny of the repressive Duvalier regime.

Following the death of his beloved wife, Jeanne Ford, Reverend Ford emigrated to the United States to rejoin his children. He continued not only to spread the Gospel, but also to mentor other pastors until the good Lord called him home to glory on, November 16, 2021.

For his immense and selfless dedication to preaching the Gospel of Christ, serving others, fighting for justice, feeding the hungry and clothing the naked, Reverend Ford was bestowed a Doctorate degree, Honoris Cau-

sa, by the State University of Haiti (Université d'Ētat d'Haiti).

In addition to his unflappable faith and love for Jesus-Christ, Papi Ford most enjoyed being present with family, basking in warm weather, dressing elegantly, playing dominoes and dancing with his grandchildren, and transcending the notion of age through his ability to hold meaningful and impactful conversations with members of any generation.

He will be remembered mostly for his unwavering faith, jovial character, and the abundant love and compassion he showed to so many. Although we continue to weep and mourn the absence of our father, leader, exemplary role model, faithful disciple, and friend, we know the gates of heaven opened widely to welcome him to Glory on Tuesday evening, with loud shouts of joy and resounding chants of: "Well done my good and faithful servant!" Yes, "Well done Papi Ford!"

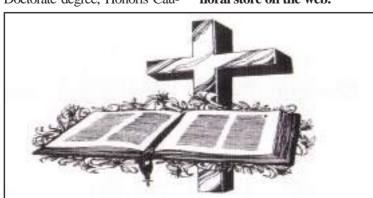
Reverend Dr. Guillaume Ford is survived by his children Guy-Evans, Micaelle, Paule-Danielle, Marlene, Jean Guillaume, Henri Ronald, Florence Magalie, Billy Hans, and Rosie.

Additionally, he leaves a legacy of 20 grandchildren, 17 great-grandchildren, a great-great grandchild, and a host of family and friends. He is preceded in death by his wife, Jeanne Ford and his beloved daughter, Mary Tamara JoelleFord

The funeral service was held Monday, November 22, 2021 at 10 am, at "Eglise Baptiste d'Expression Francaise" (French Speaking Baptist Church) located at 209 Clermont Avenue, Brooklyn, NY. Viewing began at 9 am. Immediately following the funeral service, the interment took place place at Cypress Hill Cemetery in Queens, NY. The funeral service was livestreamed.

Those who would have liked to send flowers may donate to the Haitian American Alliance of New York, website https://haany.

To send flowers to the family or plant a tree in memory of Guillaume Ford, please visit the **floral store on the web.**



Wrong time for the flu, right time for the flu shot

OP-ED

By Dr. Dave A. Chokshi

Flu season is just beginning in New York City, and already my two-year-old daughter, my wife, and I have all received our seasonal flu vaccination. I encourage everyone to join us, to protect yourself and your community.

Every year, the Health Department works to make the flu vaccine easily available because the influenza virus can cause painful, and potentially lifethreatening, symptoms—even in healthy people. In a typical flu season, roughly 2,000 New Yorkers die from influenza and pneumonia, and some of them are kids.

That is why we are recommending all New Yorkers ages six months and older to get the flu shot, especially people who are most likely to get sick, including adults ages 50 and older, pregnant people, children ages 6 months to 5 years, and people with chronic diseases like diabetes. The flu vaccine is safe and effective: Scientific evidence shows that it reduces the risk of illness between 40% and 60%, according to the CDC. If you're 65 or older, ask your doctor about the high-dose flu vaccine.

I was proud to see a record number of adult New Yorkers get the flu vaccine last year. Over 1.4 million adults got vaccinated—the most ever. Our goal this year is to have another record-breaking year, and we are well on our way with 1,039,787 adult New Yorkers already vaccinated.

But despite our progress, we are still seeing troubling gaps in coverage. This is due in part to misinformation about the flu vaccine and mistrust in medical advice. I want to make clear to New

Yorkers that the flu vaccine will *not* give you the flu. Young and healthy people *can* become severely ill. And getting a flu shot will *not* increase your risk of getting COVID-19. These are common myths, and we know we must address them in order to instill trust in the vaccine.

In addition, not enough children are getting vaccinated. Our data show that only 67% of children ages 6 months to 5 years were vaccinated last year, and this year's numbers are also looking low. With children returning to schools and families out and about in our city again, it's even more critical than ever to protect our littlest New Yorkers.

The flu vaccine is now widely available across the city for free or low-cost and regardless of immigration status. New Yorkers can find out where to get vaccinated at NYC.gov/FLU. And if you still haven't gotten a CO-VID-19 vaccine, you can get one at the same time as the flu vaccine. Remember that the flu vaccine doesn't protect you against COVID-19, and the COVID-19 vaccine doesn't protect you against the flu. You need both!

Serious reactions to the flu shot are extremely rare. Common reactions may include mild pain, redness or swelling at the injection site or headache, fever and muscle aches.

As a doctor and a father, I wouldn't ask New Yorkers to do anything I wouldn't do myself. Flu activity usually starts as early as November and continues through late spring, and it takes a couple of weeks for your vaccine to kick in with immunity. Now is the right time, so go get that flu shot today.





LA CRISE DIPLOMATIQUE HAÏTI-RD PREND UNE ALLURE PERMANENTE

Abinader: Pas d'interlocuteur en face La Chancellerie haïtienne, la pierre d'achoppement...

Suite de la page 1

commission spéciale pour se pencher sur ce dossier, de concert avec l'ambassade d'Haïti, à Santo Domingo.

Sur ces entre-faits, les obser-

l'État de ce pays se comporte comme s'il n'y avait jamais eu de rencontre avec l'émissaire spécial d'Ariel Henry.

Il semble que toutes les décisions soi-disant prises par les autorités dominicaines aient été an-



Déportation d'Haïtiens par l'immigration dominicaine.

vateurs s'interrogeaient sur la nature de la mission de l'envoyé spécial du Premier ministre de facto, qui consistait, autant que cela avait été annoncé, à résoudre le conflit né du tweet provocateur du chancelier haïtien Claude Joseph. Ce dernier, rappelons-le, avait proclamé que l'insécurité

noncées unilatéralement en Haïti. Car, non seulement aucun communiqué conjoint n'a été publié, au terme de la mission de l'ambassadeur Supplice, à Santo Domingo, la présidence du voisin de l'est n'a, de son côté, publié aucun communiqué faisant état de la mission de ce dernier ou d'un quelconque accord



Des femmes haïtiennes arrêtées par des militaires dominicains en route vers un centre de détention avant leur déportation.

bat son plein, en République dominicaine, au même titre qu'en Haïti, dont la capitale, tout au moins, est contrôlée à « 75 %» par les gangs, selon le premier mandataire dominicain. Il a fallu, au moins quarante-huit heures pour que l'ambassadeur Supplice vienne compléter son rapport en ajoutant que le président Abinader avait relancé la Commission bilatérale. Il a informé, par la même occasion, qu'il serait le principal négociateur haïtien, auprès de l'État voisin, dans le cadre des négociations bilatérales.

Silence côté dominicain, le malaise persiste

Tout donne l'impression que les Dominicains n'étaient pas aux

pris, dans le cadre de sa mission. De toute évidence, si le président Abinader décide de « faire marche arrière », comme l'a indiqué Daniel Supplice, par rapport au non renouvèlement du visa des étudiants haïtiens, il s'agit d'une décision administrative interne et unilatérale du gouvernement dominicain.

D'autre part, suite à la visite de l'envoyé spécial Supplice, en République dominicaine, les autorités de ce pays continuent d'arrêter, puis d'expulser les femmes enceintes haïtiennes à leur pays natal, faisant mentir ce dernier, qui avait pourtant annoncé un renversement de la politique de ce pays concernant des ressortissantes d'Haïti qui font le déplacement de l'autre côté de la frontiè-

écoutes de Daniel Supplice, car re, aux fins d'accouchement. En tout cas, les décisions qui ont été prises, à Santo Domingo, par rapport aux Haïtiens se retrouvant en territoire dominicain ne laissent aucune impression qu'il y a eu des discussions officielles d'un diplomate haïtien de haut niveau avec les dirigeants dominicains. Tout porte à croire que la méfiance, pour ne pas dire l'hostilité, qui caractérise le comportement des décideurs de la République dominicaine à l'égard des ressortissants haïtiens, ne relève de la politique de bon voisinage. Rien n'incite à croire que la mission Supplice à Santo Domingo ait favorisé un quelconque changement à la politique dominicaine dégagée après le tweet hostile de Claude Joseph.

Il est vrai que le président Abinader et son administration tenaient Jovenel Moïse à distance, durant ses premiers mois au pouvoir. Cette attitude changeait en sérieuse préoccupation, au fur et à mesure que les criminels gagnaient encore plus de terrain. Si le chef d'État dominicain suivait de près la détérioration de la condition sécuritaire, en Haïti, le kidnapping, au mois d'avril, de deux citoyens dominicains et de leur interprète haïtien, par les gangs armés de Martissant, a soulevé à un niveau inquiétant l'inquiétude du président dominicain. Surtout que la mobilisation des services de renseignement de la République voisine, afin de s'informer à bon escient des activités de bandes armées d'Haïti, ont fourni de précieuses informations concernant l'évaluation objective de leurs capacités subversives et criminelles, permettant aux Dominicains d'évaluer concrètement leurs possibilités d'action des deux côtés de la frontière. Vu l'identité des chefs de gangs et la manière dont fonctionne le monde criminel, le président Abinader croit dur comme fer qu'ils ne tarderont pas à s'établir dans la partie de l'Est. D'où ses démarches auprès des États de l'hémisphère, notamment Panama, Costa Rica et Argentine pour que soient trouvée ensemble la solution à l'insécurité ambiante en Haïti. Quant aux États-Unis, dit Luis Abinader, ils refusent de s'impliquer, déclarant vouloir laisser aux Haïtiens eux-mêmes d'y

Selon toute vraisemblance, le président dominicain, contrairement aux dirigeants haïtiens, n'a aucune raison de s'acoquiner avec les criminels, voire même d'en faire des alliés politiques. Aussi situe-t-il les mesures

prises, ces derniers jours, dans le cadre de sa stratégie préventive visant à protéger les citoyens de

auprès du président dominicain, Luis Abinader, afin d'améliorer les relations avec la République



Un groupe d'Haïtiens, la plupar des hommes, en attente de leur refoulement vers Haïti.

son pays d'une éventuelle émigration des bandits haïtiens en territoire dominicain. Connaissant la nonchalance, sinon la collusion, qui caractérise le fonctionnement des institutions haïtiennes, sous le régime PHTKiste, en sus de la porosité de la ligne frontalière, Abinader et ses proches collaborateurs font tout pour protéger la population dominicaine.

La mission de Daniel Supplice piégée par **Claude Joseph**

Envoyé spécial du Premier ministre de facto Ariel Henry,

dominicaine sérieusement mises à mal par le chef de la diplomatie haïtienne, l'ambassadeur Daniel Supplice n'a pu livrer la marchandise. Les déclarations qu'il a faites à la presse, à son retour de Santo Domingo, font état d'une série de sujets soi-disant abordés avec les autorités dominicaines, sans qu'aucun résultat concret ne soit signalé. Il semble que, durant son séjour, à la capitale du pays voisin, Claude Joseph ait tout fait pour lui mettre les bâtons dans les

Selon l'envoyé spécial haïtien, les discussions avec les vis-





LA CRISE DIPLOMATIQUE HAÏTI-RD PREND UNE ALLURE PERMANENTE

Abinader: Pas d'interlocuteur en face La Chancellerie haïtienne, la pierre d'achoppement...

Suite de la page 13

vis-à-vis dominicains ont porté sur la suspension de l'octroi de visa aux étudiants haïtiens, l'expulsion des femmes enceintes haïtiennes et la question migratoire. Pourtant l'ambassadeur Supplice a totalement passé sous silence le tweet de Claude Joseph, pourtant à l'origine de la présente crise. Si la déportation des ressortissants haïtiens en situation irrégulière en territoire dominicain fait l'objet d'actions permanentes de la part des militaires et de l'immigration dominicains, c'est plutôt le tweet du ministre des Affaires étrangères haïtien qui a déclenché les plus récentes décisions du chef d'état dominicain. Auparavant, seuls les demandeurs de visa, dont la situation était jugée irrégulière, faisaient l'objet d'enquête spéciale, car la grande majorité, soit plus de 70 000, font des études universitaires dans le pays voisin. Même situation pour les femmes enceintes, la décision les concernant (déportation) ayant été prise, en guise de représailles aux déclarations jugées inamicales de M. Joseph. Est-il opportun de dire que les fonds de l'État dépensés pour financer la mission de la délégation dirigée par l'ambassadeur Supplice, à Santo Domingo, constitue un gaspillage que le patron du chancelier haïtien a dû cautionner contre son gré? En tout cas, rien ne laisse croire que les pourparlers de celui-là et son équipe, dans le cadre de leur mission, ait contribué à désamorcer un tantinet cette bombe à retardement diplomatique.

En effet, en dépit des assurances formulées par l'envoyé spécial, relatives à la situation des femmes enceintes, le président dominicain n'a pas annulé l'ordre de déportation qui a été pris à leur encontre. Les militaires et policiers dominicains

continuent de les traquer et de les arrêter pour être finalement déportées par l'immigration de ce pays.

Dans le même ordre d'idées, il semble que les dirigeants dominicains ne donnent priorité à la création du comité dominicano-haïtien annoncé par M. Supplice pour se pencher sur la question des étudiants haïtiens. Si les déclarations de l'émissaire spécial ont apporté quelque soulagement aux étudiants et à leurs familles, elles n'ont pas, pour autant, totalement écarté le suspens. Il est possible que les Dominicains lui aient donné des raisons d'être

optimiste, mais il y a fort à parier que les dirigeants dominicains ne prennent aucune décision, tant que les autorités haïtiennes ne mettent une sourdine à ce qu'ils considèrent comme des attaques contre leur gouvernement, en attentant qu'elles musèlent complètement le diplomate numéro un d'Haïti et le mettent hors d'état d'allumer des brasiers diplomatiques.

L'homme par qui est arrivé le scandale diplomatique haïtiano-dominicain, Claude Joseph, fait aussi de la Chancellerie haïtienne la pierre d'achoppement à la solution de cette crise.

NOUVELLES BREVES

Le démantèlement des gangs, une urgente réalité

Enfin, tout le monde, presque, se réveille à la réalité: Haïti est pris en otage par les gangs qui étendent leur contrôle sur le pays, à commencer par la capitale, déjà à 50 % sous coupe réglée. Que l'administration Biden, minimisant la crise haïtienne, soit obligée de se pencher sur la question, voilà bien une nouvelle réalité.

C'est l'assistant secrétaire d'Etat Todd Robinson, chargé du Bureau international pour les stupéfiants et des affaires relatives à l'application de la loi, qui a vendu la mèche, lors d'une longue entrevue à WLRN, en Floride, rédigée et mise en ligne par la wlrn.org. On apprend, dès lors, que Robinson, diplomate de carrière, récemment chargé du dossier des stupéfiants s'agissant d'Haïti, il s'est vu confier une mission de loin plus importante, soit mettre la Police nationale d'Haïti (PNH), en mesure de « reprendre le contrôle de leur pays », selon Robinson, qui lance, « Ce ne sera pas si facile ».

Voici des citations du diplomate, qui a touché des points sensibles, brossant un tableau inquiétant. D'ailleurs, le titre de sa conversation en dit long : « Le diplomate américain en train d'aider à réformer la Police, avisant les élites liées aux gangs ».

Et Robinson de dire : « De vastes zones de la ville (Port-au-Prince), on l'admettra, sont, à différents niveaux, sous l'influence des gangs », tout en ajoutant : « Je crois que ce sera un grand défi pour la Police nationale de renverser la vapeur ».

* « Il nous faut introduire notre

jeu 'A' dans l'équation », voulant dire, sans doute, que la tâche est de taille, nécessitant la plus grande attention avec tout ce qu'il faut pour réussir.

* « Assurément, nous pouvons les aider à reprendre le contrôle de leur pays, mais il faudra un investissement significatif de la part des États-Unis et de la com-



Brian Fonseca

munauté internationale ».

* « Nous savons que des élites politiques, économiques, sociales, derrière la scène, supportent les gangs. Qu'elles sachent que nous rendrons possible l'implication du système judiciaire pour les dépister ». Toutefois, il est à souligner que nombre d'Haïtiens ne se fient pas à l'actuel système judiciaire en déliquescence.

Et la WLRN d'introduire Julio Warner Loiseau, de « *Nouvelle Perspective* », une organisation à buts non-lucratifs (NGO) basée à Port-au-Prince, qui explique les raisons qui déterminent les jeunes à s'inscrire dans le gangstérisme. « *Plusieurs des jeunes gens avec qui nous tra-* vaillons peuvent vous dire, 'Eh oui, mais il y a le loyer de la famille à payer! »

Lors d'une réunion avec des leaders haïtiens de la diaspora de passage à Miami, la question a été posée à M. Robinson : « Pourquoi les Ētats-Unis ne s'implique-t-ils pas directement, de façon agressive, en sanctionnant, sinon inculpant les élites corrompues en Haïti, comme on l'a fait contre Cuba, le Venezuela et Nicaragua ? »

Enfonçant le clou, Ariel Dominique, également présent à la réunion a lancé: « Les Ētats-Unis disposent de moyens pour mettre hors état de nuire ces gens qui alimentent cette situation. Que ce soit via le Département de la Justice, en bloquant leurs visas, en gelant leurs comptes en banque, ou en interdisant le flot d'armes ».

Pour la plupart, on ne croit pas qu'il faut compter sur les Etats-Unis pour une solution de la crise. Certains évoquent une présence internationale. De son côté, Brian Fonseca, chargé de l'Institut Gordon concernant les politiques publiques, à l'Université internationale de la Floride, avance que « l'intervention étrangère a retardé l'évolution de l'État haïtien ainsi que la transition vers une gouvernance démocratique en Haïti ».

Et le diplomate Robinson de revenir à la charge, admettant qu' « il revient aux Haïtiens d'assumer la responsabilité quant à leur avenir ». Toutefois, il a ajouté que « les Ētats-Unis ne peuvent se dérober à leur responsa-

bilité d'aider Haïti dans ses efforts pour un meilleur avenir ».

Comme s'il joignait la parole aux actes, durant son dernier voyage en Haï, il a consenti USD 15 millions (15 000 000,00 \$) d'appui budgétaire à la Police, ce qui permettra à l'institution de se doter d'armements et d'équipements nécessaires dans la guerre qui s'annonce contre les gangs.

Et nous applaudissons le réveil des gens qui, enfin, comme nous, sont arrivés à la conclusion que nous avons énoncé dans le



Julio Warner Loiseau

slogan en créole, depuis le 8 septembre dernier : « Toutotan kesyon gang nan pa regle, anyen p ap regle ann Ayiti! » (Tant qu'on n'aura pas solutionné le problème des gangs, on ne pourra rien faire en Haïti! »)

*Le président Biden a pris des mesures pour alléger la crise de carburant aux Ētats-Unis ayant des répercussions positives ailleurs. Hier, mardi, 23 novembre, le président américain a ordonné que 50 millions de barils de produits pétroliers des réserves stratégiques de la nation soient mis à la disposition du public, en vue de la réduction du prix du gallon à la pompe, qui a augmenté d'environ \$1,28, en comparaison à l'année dernière à pareille heure.

Cette action du chef d'État américain, qui avait des consultations avec des leaders d'autres pays, bénéficiera bien d'autres, car la demande américaine pour ces produits, au niveau international, connaîtra une baisse, permettant la disposition de produits pétroliers supplémentaires sur le marché, à l'échelle mondiale. Cette mesure a été possible sans l'intervention d'aucun chef de gang, à l'instar d'un Jimmy Chérizier, dit Barbecue. Voilà pour un chef d'un pays non gangstérisé, se penchant sur des solutions pour le plus grand bien du public.

*Une remontée fulgurante de la COVID-19 aux E.U. affectant de plus en plus les enfants.

Hier, mardi 23 novembre, les autorités sanitaires ont annoncé qu'une augmentation de 32 % de nouveaux cas sont à signaler parmi les enfants, soit plus de 140 000 enfants testés positifs, entre le 11 et le 18 novembre, par rapport aux 107 000 à la fin de semaine du 4 novembre. Ainsi, il est conseillé de faire inoculer les enfants, surtout avec la saison des fêtes de fin d'année, quand les petits-enfants partent en visite chez les grands parents et peuvent être des vecteurs d'infection.

On attire l'attention aussi sur





VAKSEN KONT COVID-19-YO LAKÒZ ENFÈTILITE.

VRÈ:

Deklarasyon sa yo pa gen okenn prèv syantifik ki sipòte yo. An reyalite, plizyè milye moun te vini ansent an tout sekirite apre yo te pran vaksen kont COVID-19 yo a. Doktè yo rekòmande pou tout moun ki ansent oswa ki gendwa vle genyen yon timoun alavni pran yon vaksen kont COVID 19.

VAKSEN KONT COVID-19 YO SOVE LAVI. PRAN VAKSEN.

POU PLIS ENFÒMASYON, VIZITE NYC.GOV/COVIDVACCINE.



NYC VACCINE FOR ALL: SAFE, FREE, EASY



Bill de Blasio Wajstra Dave A. Chokati, MD, MSc Manif. Kemission

NOUVELLES BREVES

Suite de la page 14

sur tous les adultes âgés de plus de 18 ans, qui gagneront, non seulement en se faisant inoculer des deux doses, mais aussi de prendre la dose de rappel « boosmanifestation contre l'action des policiers qui avaient causé la paralysie d'un jeune Noir, le mois d'août de l'année dernière. La décision du jury est vivement critiquée de part et d'autre, et l'on s'attend à des poursuites civiles dans cette affaire.



ter ». Ceci est recommandé, surtout avec l'hiver qui s'annonce dans les pays du pôle nord.

*Kyle Rittenhouse plaide non coupable. Tel que rapporté à la une, vendredi dernier, 19 novembre, Rittenhouse, 18 ans, a été exonéré par le jury, à Kenosha, Wisconsin, de toutes les charges contre lui, dans le cas de meurtre de deux citoyens et blessant un troisième, lors d'une

L'on se demande si cette action du jury n'a pas influencé ce monsieur qui, dimanche dernier, 21 novembre, a délibérément tué cinq personnes sur le champ, causant également 62 blessés, ayant foncé à toute vitesse son véhicule, à Waukesha, Wisconsin, sur des participants à une parade en prélude de la Noël!

En dernier lieu, hier soir, 23 novembre, on a appris qu'un enfant blessé lors de l'attaque, a

rendu l'âme, portant à six le nombre de personnes tuées. Barrel Brooks jr., l'agresseur, doit répondre aux six accusations de meurtre et autres portées contre lui. Craignant qu'il ne présente un risque de fuite, le juge lui a imposé une caution de 10 millions de dollars.

*En Virginie, un jury a écopé d'une indemnité de USD 25 millions \$ au groupe nazi appelé « *Unite the Right* », somme qu'il doit verser aux victimes de leur violence, en 2017, lors d'une manifestation.

*Et dans le cas d'Ahmaud





Arbery, le jeune Noir assassiné par trois Blancs, à Brunswick, en Georie, les délibérations du

du mois, c'est la célébration de la Thanksgiving. Happy Thanksgiving, à ceux qui y



jury continuent aujourd'hui, mercredi, 24 novembre.

*Et demain, jeudi, 25 novembre, le quatrième jeudi

souscrivent!
Pierre Quiroule II
24 novembre 2021
raljo31@yahoo.com





Haïti participe aux Jeux panaméricains juniors 2021(25 novembre-2 décembre)

Par Ricot Saintil

La ville de Cali, en Colombie, accueille les premiers Jeux panaméricains juniors 2021, du 25 novembre au 5 décembre. Environ 4 000 athlètes de l'Amérique du Nord, du Sud, Centrale et des Caraïbes vont s'affronter dans plusieurs disciplines pour s'adjuger de médailles et aussi poursuivre leurs préparations pour les autres Jeux à venir. Le Comité olympique haïtien (COH) met les bouchées doubles, en vue de garantir la présence des athlètes haïtiens qualifiés pour prendre part à cet événement, qui s'annonce déjà passionnant pour les jeunes du continent américain. Habituée à organiser d'autres Jeux de plus grandes envergures, comme les Jeux panaméricains de 1971, et les Jeux mondiaux de 2013, la ville de Cali est déjà prête à lancer officiellement la première édition des Jeux panaméricains juniors 2021, le jeudi 25 novembre 2021.

Pour ces premiers Jeux panaméricains juniors,15 athlètes haïtiens sont sur la liste du Comité olympique haïtien, pour faire flotter le bicolore. La Fédération de badminton, un jeu très peu connu en Haïti, sera représentée par Ovimar Linda, la boxe, une discipline qui prend de plus en plus de place en Haïti, sera représenté par Darrius Howard Jackson, le cycliste haïtien, qui est en difficulté depuis un certain temps, prendra place à Cali avec Odvelt Clergé, Charlotte Kenia Coline Boyer, pour l'escrime, le judo avec Étienne Meli Jennifer, le karaté avec Winnie Dorothy Saymie Pierre (68 kg), letaekwondo avec Kenny Cazeau et Aliyah Shippman, Donika Saint-Fleur, pour le tennis, et le basketball 3*3 féminin avec Paul Christelle, Adrien Damicha, Louis Charles Schephatia et Pierre Simon L. Dashiana.

Les Jeux panaméricains juniors de 2021 vont se dérouler officiellement à Santiago de Cali, ville hôte de la compétition, située à l'ouest de la Colombie. D'une superficie de 619 Km2, la ville de Cali est considérée comme la métropole économique et culturelle du Sud-Ouest de la Colombie. C'est le principal centre sportif de ce pays. Cependant d'autres villes, baptisées villes satellites, comme Jamundi, Yumbo, Palmira, Buga, Calima El Darien, vont, elles aussi, recevoir les athlètes. Ces villes possèdent des infrastructures répondant aux exigences de certaines disciplines. Donc elles ont été choisies pour aider la ville de Cali á réussir son pari. La Colombie, dont le gouvernement a contribué à hauteur de 50 %, aura la plus grande

représentation avec environ 400 athlètes.

Les participations haïtiennes aux Jeux (olympiques, Jeunesse, Panaméricains) ne sont pas toujours auréolées de succès. Les athlètes fort souvent sont tombés sur plus fort qu'eux. Les fédérations sportives, en Haïti, ne disposent pas de moyens suffisants pour assurer la préparation optimale des athlètes. Ce qui représente un handicap majeur pour nos athlètes, qui se font manger par leurs concurrents. Les derniers Jeux olympiques de Tokyo ont montré les limites de nos athlètes, qui n'ont pas été à la hauteur de l'événement. Le Comité olympique haïtien, à travers le programme « Solidarité olympique » octroie une aide à certaines fédérations, en fonction de leurs programmes. Cet apport financier, quoiqu'important, se révèle insignifiant, par rapport aux coûts

nécessaires à une préparations normale d'un athlète qui vise le très haut niveau.

Pour Haïti, les premiers Jeux panaméricains juniors 2021 sont une opportunité énorme pour nos jeunes athlètes qui vont acquérir de l'expérience. Ces jeux vont leur permettre de se mesurer avec d'autres athlètes de la zone, mais ils vont surtout leur permettre de faire leurs armes pour les Jeux les plus importants. Définitivement, le sport, malgré les crises successives, qui rongent le pays, trouve toujours une fenêtre pour donner espoir. En espérant que la délégation haïtienne fera bonne figure dans ces Jeux, il faut continuer à exiger de l'Etat haïtien et du secteur privé de s'impliquer davantage et de manière plus formelle dans le milieu sportif.

R.S.

